

France/Présidentielle

Le candidat Fillon dénonce un " climat de quasi-guerre civile "

AFP
Paris/France

Réplique du Premier ministre Bernard Cazeneuve : employer un tel terme, "ce n'est tout simplement pas responsable."

LE candidat de droite à la présidentielle, François Fillon, a évoqué un "climat de quasi-guerre civile" en France, à la suite d'incidents durant la campagne, des propos dénoncés hier par le gouvernement socialiste.

"J'accuse solennellement le Premier ministre et le gouvernement de ne pas assurer les conditions d'un exercice serein de la démocratie. Ils portent une très lourde responsabilité en laissant se développer dans le pays un climat de quasi-guerre civile qui ne peut que profiter aux extrêmes", a estimé M. Fillon dans un communiqué publié dimanche, à moins de deux mois du premier tour le



Photo : AFP

Le candidat de la droite à la présidentielle François Fillon (ici aux côtés du maire de Meaux Jean-François Copé) accuse le gouvernement de ne pas assurer les conditions d'un exercice serein de la démocratie. Photo de droite : "Irresponsable", lui répond le Premier ministre Bernard Cazeneuve.

23 avril. Le candidat conservateur a de nouveau dénoncé hier "la passivité du gouvernement face à ces violences", lors d'un déplacement en région parisienne.

Sous la pression de la justice en raison de soupçons d'emplois fictifs présumés ayant bénéficié à des proches, François Fillon a vu plusieurs de ses déplacements perturbés par des opposants l'invectivant ou l'accueil-

lant avec des concerts de casseroles.

La venue à Nantes (ouest) de la candidate d'extrême droite Marine Le Pen, pour un meeting, a également été accompagnée de manifestations parfois violentes durant le week-end. Plusieurs autocars transportant des militants de son parti, le Front national, ont été pris pour cible dimanche par des manifestants hostiles.

Le Premier ministre so-



Photo : AFP

cialiste Bernard Cazeneuve a "regretté" hier les propos de François Fillon. "Employer le terme de quasi-guerre civile quand on est un responsable politique éminent et qu'on sait quel est le niveau de mobilisation des forces de sécurité dans notre pays, ça n'est tout simplement pas responsable", a-t-il fait valoir.

"Je peux comprendre que certains candidats soient tentés de dissimuler derrière des polémiques une

difficulté à faire campagne", a-t-il ajouté.

Selon deux sondages publiés dimanche, Marine Le Pen (27%) est en tête des intentions de vote pour le premier tour, devant le centriste Emmanuel Macron (25%), qui la talonne désormais. Englué dans les affaires, François Fillon (19 ou 20%), se fait distancer et ne se qualifierait pas pour le deuxième tour du 7 mai.

Gambie/Politique

Le chef de l'armée Ousman Badjie limogé

AFP
Banjul/Gambie

En fonction depuis 2012, ce pilier du régime de Yahya Jammeh est remplacé par le général Massaneh Kinteh.

LE chef d'état-major des armées de Gambie, le général Ousman Badjie, considéré comme un pilier du régime de Yahya Jammeh, a été limogé par le nouveau président Adama Barrow, a annoncé hier une source militaire à l'AFP à Banjul. "Le général Massaneh Kinteh est maintenant le nouveau chef des armées de Gambie. Il a remplacé le général Ousman Badjie" qui

occupait ce poste depuis 2012, a ajouté cette source militaire sous couvert de l'anonymat.

Le général Badjie sera muté dans une des représentations gambiennes à l'étranger, l'officier supérieur "attend encore de savoir où il sera affecté", selon la même source.

Aucun commentaire n'a pu être obtenu de source officielle sur cette mesure.

Avant sa nomination, le général Kinteh était un conseiller militaire spécial du président Barrow, fonction qui lui avait été confiée en janvier.

Le nouveau chef des armées de Gambie retrouve un poste qu'il a déjà occupé de 2009 à 2012. Il avait été remplacé à la tête



Photo : AFP

Le général Ousman Badjie n'a pas survécu au départ de Yahya Jammeh. Il vient d'être limogé par le nouveau président Adama Barrow et remplacé à la tête de l'état-major de l'armée par le général Massaneh Kinteh.

de l'armée par le général Ousman Badjie, puis nommé ambassadeur à Cuba.

Le 20 janvier, le général Badjie avait prêté allégeance au président Adama Barrow, après

avoir réitéré publiquement plus d'une fois sa loyauté à Yahya Jammeh, qui a dirigé pendant 22 ans la Gambie d'une main de fer.

Ousman Badjie était considéré comme un pilier de son régime, qui a régulièrement été accusé par des ONG et diplomates de violations systématiques des droits de l'Homme, accusations que M. Jammeh a toujours rejetées.

Reconnaisable notamment par ses talismans au cou et aux poignets, cet officier supérieur avait été vu à Banjul dansant en public, au milieu d'une foule de supporters de M. Barrow célébrant leur victoire à la présidentielle du 1er décembre 2016 perdue par Yahya Jammeh.

RD Congo/Politique

L'épiscopat redoute un plan pour " empêcher " les élections

AFP
Kinshasa/RD Congo

A l'origine de ces craintes, la multiplication des foyers d'insécurité et de violences à travers le pays.

L'EPISCOPAT catholique congolais a dit hier redouter que la multiplication des foyers de tension ne soit un plan pour empêcher la tenue des élections en République démocratique du Congo (RDC).

Le 31 décembre, pouvoir et opposition en RDC ont signé, sous l'égide de l'épiscopat catholique, un accord censé sortir le pays de la crise liée au maintien au pouvoir du président Joseph Kabila - dont le mandat est échu depuis le 20 décembre -, qui prévoit une transition politique jusqu'à la tenue de la présidentielle "fin 2017".

"Nous sommes profondément peinés de constater la multiplication de foyers d'insécurité et de violences qui se généralisent sur la quasi-totalité du territoire

national", a déclaré l'abbé Donatien Nshole, porte-parole de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), lors d'une conférence de presse à Kinshasa. "Nous redoutons une planification en vue de retarder ou d'empêcher la tenue des élections" d'ici la fin de l'année, a-t-il ajouté en présence de tous les évêques de la Cenco, à l'issue de leur assemblée générale, sans nommer les instigateurs de cet éventuel plan. Plusieurs régions de l'est, du centre et du sud-est de la RDC sont le théâtre de

violences meurtrières, à caractère communautaire ou à l'initiative de milices armées.

"Cette situation (...) risque de plonger notre pays dans un désastre incontrôlable", s'est inquiété le porte-parole de la Cenco.

Dans leur message, les évêques appellent à l'application de l'accord de sortie de crise conclu entre la majorité et l'opposition le 31 décembre, sous l'égide de la Cenco.

Depuis le décès le 1er février à Bruxelles à l'âge de 84 ans de l'opposant histo-

rique Étienne Tshisekedi, les discussions sur l'application dudit accord et la mise au point d'un mécanisme de cogestion du pays sont au point mort, bloquées par le marchandage des postes.

Les évêques ont appelé M. Kabila à "s'impliquer davantage dans la mise en œuvre" de l'accord, mais également la majorité et l'opposition congolaise à "ne pas bloquer l'application de cet accord par des manœuvres dilatoires et par des intransigeances irréalistes".

L'Afrique en bref

• Algérie/Violences. Attentat déjoué à Constantine

Un policier a déjoué un attentat suicide devant un commissariat dimanche soir à Constantine, dans l'est de l'Algérie. Le groupe Etat islamique a revendiqué hier cette attaque avortée qui a fait deux blessés.

• Centrafrique/Troubles. Opération de la Minusca près de Bambari

La Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) a déclaré avoir conduit dimanche une opération aérienne contre un groupe "lourdement armé" près de Bambari, la deuxième ville du pays. Un communiqué précise que l'intervention a stoppé la progression d'une quarantaine d'éléments de la coalition dirigée par le Front populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC).

• Soudan du Sud/Crise. Le grand exode

Plus de 30 000 Sud-Soudanais fuyant la famine dans leur pays ont trouvé refuge au Soudan depuis le début de l'année et des dizaines de milliers d'autres devraient faire de même, a indiqué dimanche le Haut-commissariat de l'Onu aux réfugiés.

A travers le monde

• Afghanistan/Conflit. Un commandant des talibans tué par un raid aérien

Le mollah Abdul Salam Akhund, chef des talibans pour la province de Kunduz, qui avait dirigé par deux fois la conquête d'une ville-clé du nord a été tué dimanche par un raid aérien, ont annoncé des responsables hier, un coup dur porté aux insurgés islamistes.

• Allemagne/Justice. Pépétuité pour les auteurs d'un "rodéo" mortel

Deux hommes ont été condamnés à perpétuité pour "meurtre aggravé" hier pour avoir tué un automobiliste de 69 ans en faisant la course sur une artère de Berlin, un verdict inhabituel pour ce type de faits.

• Philippines/Enlèvement. Un otage allemand décapité par des islamistes



Photo : AFP

Les islamistes philippins d'Abou Sayyaf ont décapité un septuagénaire allemand, Jürgen Kantner, enlevé l'an dernier dans le sud des Philippines, a rapporté hier le SITE Intelligence Group, spécialisé dans la surveillance des sites internet islamistes.